

## Du bon usage des gains de productivité

*Le Monde*, 6 octobre 1999

Quel point commun y a-t-il entre la réduction du temps de travail, le financement des retraites, l'utilisation des recettes fiscales supplémentaires, la sauvegarde de la nature, la défense d'une alimentation menacée par l'agriculture productiviste et la taxe Tobin, toutes questions qui sont autant de points sensibles de la politique économique et sociale actuelle ? La réponse est : il s'agit de décider quel usage sera fait des gains de productivité que l'évolution des techniques et des connaissances apporte régulièrement.

Prenons ces questions une par une. Alors que la baisse de la durée du travail est un mouvement historique incontestable (une baisse de moitié en un siècle et demi), le patronat français s'arc-boute pour geler la situation actuelle et tente en revanche d'obtenir davantage de flexibilité du travail. Pourquoi cette attitude ? Comme beaucoup d'autres pays industrialisés, l'économie française a connu pendant vingt-cinq ans une période de croissance plus faible qu'auparavant qui s'explique par des gains de productivité moindres et des perspectives de rentabilité jugées insuffisantes par les détenteurs de capitaux, le tout accompagné de politiques d'austérité. La plupart des entreprises profitèrent de ces conditions pour attribuer la majeure partie des gains de productivité qui subsistaient aux revenus du capital, au détriment de la masse salariale et de l'emploi. Mettre en œuvre une importante réduction du temps de travail pour accroître le temps libre de ceux qui travaillent et faciliter le réemploi des chômeurs serait donc une manière de renverser la tendance en matière d'affectation des gains de productivité. Réduire le temps de travail sans baisser le niveau des salaires, prioritairement celui des plus faibles, c'est procéder à une nouvelle répartition de la valeur ajoutée à travers celle de l'emploi. C'est amorcer un rattrapage par rapport à la baisse considérable de plus de dix points qu'a subi la masse salariale dans le revenu national. Le patronat, les actionnaires et les gestionnaires de fonds l'ont bien compris.

Le vieillissement de la population va provoquer d'ici 2040 un alourdissement démographique de 0,56% par an en moyenne. Le rapport Charpin table sur une croissance annuelle moyenne de la productivité du travail de 1,7%. Il reste donc 1,14% de gain annuel pour augmenter le niveau de vie des inactifs et des actifs et pour poursuivre la baisse de la durée du travail de ces derniers. Mais que resterait-il alors pour accroître encore les capacités d'accumulation financière ? Voilà la question qui inquiète experts et représentants du pouvoir économique. Le soi-disant cap difficile à passer, à partir de 2005, au moment où arriveront à l'âge de la retraite les classes d'âge de l'après-guerre, n'existera que si l'on considère que la part prise par les profits dans la valeur ajoutée est définitivement figée au niveau élevé actuel, conformément aux exigences de rentabilité en vigueur. Dans cette perspective, la masse à répartir dans l'avenir entre les travailleurs et les anciens travailleurs serait condamnée à continuer d'évoluer tendanciellement à un rythme inférieur à celui de la croissance de l'économie. Il apparaît ainsi que le financement des retraites est un problème de répartition équitable des gains de productivité.

Où doivent aller les recettes fiscales supplémentaires dont bénéficie l'Etat quand la croissance est élevée ? Doivent-elles être utilisées pour alléger les prélèvements sur les classes supérieures par le biais de la fiscalité sur le capital ou les bénéfiques, alléger l'impôt sur le revenu des classes moyennes, ou bien relever les minima sociaux et aider à la création d'emplois dans le secteur non marchand, de l'Etat jusqu'au niveau le plus décentralisé, celui des associations et des activités de proximité ? Une telle manne inespérée provenant d'un surcroît de productivité de l'économie, la controverse au sujet de son emploi porte bien encore sur l'affectation de ces gains.

Il en est de même en ce qui concerne le domaine écologique. Tous les commentaires économiques retrouvent un air de triomphalisme avec le renouveau de la croissance. Qui s'interroge sur son contenu ? Ventes records d'automobiles et de téléphones portables : où est le mieux-être ? On applaudit ainsi à l'utilisation des gains de productivité pour augmenter les quantités produites, sans égard pour leur qualité et les conditions dans lesquelles elles sont obtenues. Et si demain les ventes d'automobiles diminuaient et les réseaux de transports en commun se développaient dans les villes encombrées et polluées, peut-être le PIB croîtrait-il moins vite, mais le mieux-être y gagnerait. Cela traduirait un usage différent des gains de productivité, plus soucieux de l'avenir.

La partie la plus consciente des agriculteurs a démonté un McDonald à Millau. Au-delà de la lutte contre l'uniformisation matérielle et symbolique planétaire des pratiques alimentaires, c'est tout un mode de production agricole axé sur la course à la rentabilité qui se trouve mis en cause. Les gains fabuleux de productivité réalisés dans l'agriculture en un demi-siècle ont été mis à profit pour concentrer toujours davantage les terres et constituer des filières agro-industrielles dans les mains desquelles les petits agriculteurs sont des jouets ; le point ultime de cette dépendance serait atteint le jour où deux ou trois firmes multinationales détiendraient le monopole des semences des organismes génétiquement modifiés et où les agricultures du tiers monde seraient tout à fait ruinées ou intégrées. Ce que disent les agriculteurs engagés dans des productions biologiques ou bien dans des productions de réelle qualité devrait être compris par les économistes comme une leçon d'économie : à quoi bon des gains de productivité s'ils n'aboutissent qu'à des surproductions chroniques, de la pollution et du chômage ?

Poser les problèmes ainsi n'est pas se limiter à un horizon hexagonal. La libéralisation complète du mouvement des capitaux depuis deux décennies a entraîné une vague sans précédent de concentrations, de restructurations et de spéculations sur celles-ci. L'enjeu pour les grands groupes industriels, financiers et bancaires, dans un monde désormais unifié par la finance, est d'être en position la meilleure possible pour capter la valeur économique créée par le seul travail humain et non pas par un pseudo miracle boursier. Ce qui se cache derrière les opérations de « création de valeur pour l'actionnaire » est en fait une gigantesque empoignade à l'échelle mondiale pour l'*accaparement* de la valeur. L'idée d'appliquer une taxe Tobin aux transactions de change, à laquelle pourraient s'ajouter une taxation des investissements directs à l'étranger et un impôt unitaire sur les bénéfices des multinationales, connaît aujourd'hui un grand succès dans la population. C'est une façon d'exprimer la nécessité de retrouver la maîtrise des gains de productivité du travail qui est détenue outrageusement et de manière de plus en plus indécente par les financiers. Les prochaines négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce voileront probablement la discussion : on verra s'y affronter des libre-échangistes claironnants pour les exportations et des protectionnistes rampants pour les importations ; en réalité, il s'agira de savoir dans quelles poches ou sur quels comptes iront les gains de productivité mondiaux.

